

Jules Falquet

*Pax neoliberalia*

perspectives féministes sur  
(la réorganisation de) la violence

*Ce livre est dédié tout spécialement*

à Andrée Michel,  
*féministe de la première heure, militante anticoloniale et antimilitariste infatigable, l'une des premières en France (troisième vendeur d'armes au monde) à avoir méthodiquement décortiqué les responsabilités du complexe militaro-industriel dans les violences à l'encontre des femmes, au Nord comme au Sud*

à Marisela Escobedo Ortíz,  
*assassinée le 16 décembre 2010 d'une balle dans la tête en plein jour, devant le palais du gouvernement de la ville de Chihuahua (Mexique), dont elle faisait le «siège» afin d'exiger justice pour Ruby Frayre, sa fille de seize ans tuée par son «petit ami» (Marisela avait d'abord localisé le meurtrier, ce qui avait permis son arrestation, mais bien qu'il ait reconnu les faits il avait été relâché par la justice faute de preuves)*

et à Berta Cáceres,  
*activiste Lenca du Honduras, cofondatrice en 1992 du Conseil citoyen des organisations indiennes du Honduras (COPINH), en lutte depuis 2006 contre un projet de barrage hydroélectrique sur le fleuve Gualcarque (initialement soutenu financièrement par la Banque mondiale, la Chine, les Pays-Bas et la Finlande), et active dans la résistance au coup d'État de 2009, assassinée chez elle à l'aube du 3 mars 2016.*

## Introduction

Pensé dans une perspective transnationale et, fondamentalement, à partir du Sud global, ce livre prolonge mon travail sur la mondialisation néolibérale (Falquet, 2008). J'avais d'abord abordé sa face «souriante» de création de consensus. En travaillant notamment sur le nouveau rôle des institutions internationales, j'avais analysé leur stratégie visant à faire participer et à faire travailler les femmes, tout en captant-domestiquant la force de proposition critique de leurs mouvements. À présent, il s'agit d'examiner la face coercitive de la mondialisation à partir de la violence contre les femmes.

Cet essai propose une double réflexion : sur les *enjeux matériels de différentes formes de violence contre les femmes* – en insistant sur leur imbrication avec des logiques de classe et de race – et, simultanément, sur la *réorganisation néolibérale de la coercition*, dans laquelle je souhaite montrer que la violence contre les femmes joue un rôle pivot.

Le thème de la «violence» est complexe, multiforme : qu'il s'agisse de violence contre les femmes ou de violence raciste, de lutte de classe ou de répression étatique, de guerre internationale ou de conflits internes, les entrées possibles sont nombreuses et les travaux innombrables. Cependant, les différents abordages disciplinaires ne se rencontrent pas toujours et les travaux ne se croisent guère. Les activistes et

théoriciennes féministes ont les premières montré tout l'intérêt d'une analyse transversale de la violence – physique, sexuelle, émotionnelle, économique, idéale – en mettant en évidence son caractère de *continuum*. Elles ont également souligné le poids de sa dimension *matérielle* et son utilisation éminemment *instrumentale* – autrement dit son importance sociale, politique et économique.

Travaillant principalement sur la mondialisation néolibérale et les mouvements sociaux qui lui résistent, et sans être à proprement parler spécialiste d'aucune des branches spécifiques d'étude de la violence, j'ai pourtant été constamment confrontée à ce thème – personnellement, professionnellement, politiquement. Personnellement bien sûr, en tant que femme qui ne peut éviter de croiser les violences sur son chemin. Professionnellement aussi, car je m'intéresse tout spécialement à des pays ayant traversé de longues guerres et/ou vivant une violence particulièrement brutale (Salvador, Mexique, Guatemala). Politiquement enfin, comme féministe ayant participé à dénoncer certaines «affaires» dans des pays réputés «sûrs» et en paix (affaire Strauss-Kahn, nuit du 31 décembre 2015 à Cologne<sup>1</sup>), et comme ressortissante d'un pays qui compte parmi les principaux producteurs et exportateurs d'armement et de doctrines militaires au monde.

C'est à partir de cette expérience incarnée et multi-située que je propose d'aborder ici le continuum de la violence, à partir de contextes géopolitiques et d'objets très variés : non seulement la violence domestique et les violences contre les femmes, mais aussi l'institution du service militaire et les violences de guerre et de post-guerre, ou encore la multiplication contemporaine des acteurs et des logiques de violence

---

1. Voir FALQUET, 2012a et 2016a.

para-étatiques ou non étatiques et leurs liens avec la coercition organisée par l'État. Ces points d'entrée à première vue décalés, disparates, nous permettront justement d'entrevoir les liens entre violences de guerre et violences de paix, et de souligner certaines continuités historiques profondes entre différentes périodes et régimes d'exploitation du travail, des corps et des ressources.

Les matériaux que je présente sont hétérogènes : le premier texte a presque vingt ans, tandis que les autres, très récents, sont pris dans une actualité brûlante. Tous ont été écrits comme des à-côtés de mes travaux principaux, des imprévus qui se sont imposés à moi comme importants et même nécessaires. Ils m'ont amenée à revisiter des domaines que je connaissais à travers une expérience personnelle mais non systématique, m'obligeant de ce fait à réaliser de fort longues recherches complémentaires. Ainsi, le premier chapitre est basé sur une partie « censurée » de ma thèse, qui insistait pour voir le jour malgré tout, comme on le découvrira plus bas. Le travail sur le service militaire en Turquie a surgi d'une invitation de la sociologue turque exilée, Pinar Selek, au séminaire du CEDREF<sup>1</sup>, suite à laquelle elle m'a fait l'honneur de me demander une préface pour la traduction française de son livre, *Devenir homme en rampant*. Le chapitre sur les féminicides, quant à lui, s'est en quelque sorte « autonomisé » à partir d'un projet d'ouvrage sur les effets délétères du néolibéralisme au Mexique – jadis « bon élève » du FMI et signataire du Traité de libre échange avec les États-

---

1. Entre 2009 et 2012, le centre auquel je participe au sein de l'Université Paris Diderot, le CEDREF (Centre d'enseignement, de documentation et de recherches pour les études féministes), a axé son séminaire annuel sur les questions de violences, guerre, nationalisme et néolibéralisme.

unis et le Canada, plongé depuis dans une guerre qui a fait plus de 120 000 mort·es et 25 000 disparu·es. Enfin, le chapitre sur le Guatemala est issu d'une réflexion «de traverse» au sein d'un programme de recherche collectif qui portait sur la «globalisation du genre», dans lequel j'ai abordé une lutte en fait très ancrée localement et dont les enjeux allaient au-delà du genre.

Ces recherches en quelque sorte «buissonnières» m'ont permis une liberté de ton et d'analyse plus grande que de coutume, débouchant sur des textes difficilement classables, mais complémentaires, parus sur des supports variés, disparates. Le premier a d'abord été publié dans une revue scientifique – mais féministe –, le deuxième comme préface d'un ouvrage sur la Turquie, le troisième dans une revue disponible uniquement en ligne, et le dernier figurera dans un ouvrage collectif à paraître, portant sur un sujet somme toute assez différent<sup>1</sup>. C'est pourquoi il m'a semblé utile de rassembler ces fragments d'analyse, de les revisiter et de les mettre en forme, dans l'espoir de produire enfin un tableau d'ensemble de cette violence complexe, multiforme et oppres-

---

1. Deux des textes ont rapidement été traduits et publiés en espagnol. Celui sur la guerre de basse intensité contre les femmes est paru en 2002 dans une revue polonaise d'études latino-américaines («La violencia doméstica como forma de tortura, reflexiones basadas en la violencia como sistema en El Salvador», Varsovie, *Revista del CESLA*, n° 3, p 149-172). Celui sur les féminicides a d'abord connu une traduction pirate truffée d'erreurs sur un site militant, puis une traduction corrigée par mes soins a été mise en ligne sur un site féministe chilien, avant qu'une version remaniée ne paraisse en 2016 dans un ouvrage mexicain : «Recomposición neoliberal de la violencia contra las mujeres : reflexiones a partir de los asesinatos de Juárez», in Fernández Chagoya, Melissa (dir.), *Miradas multidisciplinares en torno a la masculinidad: algunos desafíos para la impartición de justicia*, Mexico, Editorial Fontamara.

sante, qui depuis si longtemps m'accompagne et, surtout, prend aujourd'hui de plus en plus de place dans l'actualité nationale et internationale. Je tenterai, dans cette introduction, de retracer le cheminement qui m'a conduite à ces analyses et d'indiquer le lien tout à la fois évident, capital mais difficile à décrire simplement, qui associe toutes ces violences entre elles.

### À PROPOS DE LA « GUERRE DE BASSE INTENSITÉ » ?

Le premier chapitre (« "Guerre de basse intensité" contre les femmes ? »), est issu indirectement de ma thèse de doctorat, soutenue en 1997. En effet, j'avais été happée par le thème de la violence contre les femmes dès le printemps 1993, au Salvador, où j'avais été chargée de rédiger pour Mujeres 94<sup>1</sup>, la toute première partie de la Plateforme des femmes qui portait précisément sur cette question. J'avais donc souhaité dans ma thèse, après un chapitre sur la construction sociale des sexes au Salvador, puis un autre sur la maternité et le marché du travail, inclure une réflexion sur la violence comme système. Las, mon directeur de recherche, d'habitude enjoué, me reçut d'un air fort soucieux et me fit comprendre que je devais enlever ou revoir complètement cette partie – ce que je fis à regret, avant de la reprendre pour la publier sous forme d'article dans la seule revue susceptible de l'accueillir que je connusse alors : *Nouvelles Questions féministes*.

---

1. Regroupement de l'ensemble des associations du mouvement des femmes et féministe, en vue d'élaborer une plateforme des femmes pour les élections présidentielles organisées cette année-là.

Ce premier texte effectue une comparaison systématique de la torture avec la violence domestique, tant en ce qui concerne leurs conditions concrètes d'exercice que leurs effets psychodynamiques individuels et leurs effets sociaux. Pour ce qui est de la torture, je m'appuyais sur les travaux de deux psychologues, argentine et chilienne, spécialistes de l'attention aux survivant-es, ainsi que sur différents travaux de psychologie sociale de la guerre rassemblés par le sociologue hispano-salvadorien Ignacio Martín Baró. La découverte, sous sa plume, des tactiques et de la doctrine de *guerre de basse intensité* me fit l'effet de la foudre. D'autant que la pratique systématique de la torture à des fins de terreur avait été inventée d'abord par... des Français, sous l'égide de l'OAS. Il convenait de regarder en face ce lourd héritage, désormais internationalisé, et d'en faire quelque chose. C'est ainsi que le concept de *guerre de basse intensité* est devenu le fil rouge de l'ensemble du présent ouvrage.

Dans «"Guerre de basse intensité" contre les femmes?», j'ai pour la première fois posé que la violence domestique est parfois si forte qu'elle peut être considérée comme aussi grave que la torture politique (ce qui est relativement connu et aisé à prouver), et, surtout, qu'elle peut être lue comme une pratique structurelle, et d'une certaine manière systématique, visant à polariser un champ social et à le diviser en deux parties ennemies, mutuellement excluantes et asymétriques (ici, selon le sexe) de façon à produire la démoralisation et la désorganisation durable du groupe ciblé par la violence. De plus, j'y montre qu'en temps de paix il existe contre certains groupes sociaux (ici, les femmes) une véritable guerre qui ne dit pas son nom.

Écrire cet article fut difficile : non seulement à cause de la dureté des témoignages, mais aussi de la difficulté à tirer

toutes les conséquences de ce que je découvrais progressivement. À tel point que malgré son entière adhésion à l'ensemble de l'article, la directrice de rédaction de la revue me demanda d'abrégé la conclusion, qui de fait n'était pas complètement aboutie. Ce qui laissa pour moi en suspens des questions lancinantes : quel rapport existe-t-il entre l'exercice collectif et institutionnalisé de la violence et le maintien, le renforcement ou même la création des groupes sociaux, voire des différentes classes (de sexe, de race et sociales) ? Quel est le statut de la violence et quel rôle joue-t-elle à côté des dynamiques économiques, souvent seules convoquées pour penser la division du travail et, partant, les différentes classes sociales ?

Penser la violence comme avant tout symbolique – tendance que l'on retrouve chez nombre de dominant·es – permet d'évacuer à peu de frais ces questions. Souligner sa dimension matérielle, comme l'a brillamment fait Nicole-Claude Mathieu, permet de comprendre son rôle de frein à l'accès des dominé·es à la pleine conscience de leur situation et des rapports sociaux qui la gouvernent. Colette Guillaumin, pour sa part, prenant soin de séparer obligation sexuelle et violence physique, fait de la coercition l'une des manifestations des rapports de sexe et l'un des moyens utilisés pour les perpétuer. Paola Tabet, elle aussi, y voit l'une des trois conditions de l'enfermement des femmes dans l'échange économique-sexuel. Toutefois, aucune de ces autrices ne place cette problématique au centre de son travail, et la question demeure ouverte.

Toujours est-il que ce texte devait être prématuré car il ne suscita que peu de réactions. Le concept de guerre de basse intensité semblait paradoxalement inconnu en France – son berceau, pourtant –, au point d'être souvent compris comme une sorte de guerre « douce ». L'idée que la guerre

des hommes contre les femmes n'est pas que symbolique et recouvre de fait une réalité brutale n'était peut-être pas recevable au pays de Chanel et de la «gauloiserie»... L'enquête ENVEFF, qui commençait à peine à cette époque, susciterait d'ailleurs elle aussi quelques années plus tard des réactions offusquées. Inclassable dans un monde encore en paix (toute relative), presque inaudible, la «guerre de basse intensité contre les femmes» commença donc une longue hibernation pendant que je me consacrais à des sujets plus «sérieux» comme la démobilisation de la guérilla au Salvador, le mouvement zapatiste et celui des sans-terre, puis la mondialisation.

#### *PLEURER AVEC LES HOMMES?*

Pensé comme une préface et centré sur l'enquête menée par Pınar Selek à propos du service militaire en Turquie, «Au-delà des larmes des hommes» visait initialement à éviter une lecture sensationnaliste et potentiellement masculiniste de son travail (du type «Comme les hommes souffrent et sont traumatisés par le service militaire! Et comme on comprend qu'ils deviennent parfois violents en retour, hélas...»). À la place, il souligne le caractère routinier, planifié et éminemment transitoire de la violence à laquelle les jeunes recrues sont soumises – tout particulièrement pendant les trois premiers mois de leur service militaire, qui sont les plus durs, après quoi chacun progresse automatiquement dans la hiérarchie militaire, reçoit une arme, cesse plus ou moins d'être violenté et *devient celui qui exerce la violence à son tour*. On voit alors apparaître une logique presque bureaucratique d'administration de la violence durant le service militaire, une froide rationalité qui permet *in fine* d'octroyer de considé-

rables privilèges à une partie de la population – en particulier, la possibilité de prendre femme et d'accéder au travail rémunéré. Ces privilèges posent d'autant plus question que le groupe social à qui ils échoient, bien qu'homogénéisé et soudé par son passage par le service militaire, est sélectionné au départ sur des critères totalement arbitraires.

Ainsi, ce deuxième chapitre vise en premier lieu à dépasser une vision du service militaire façonnée par les évidences du sens commun et à en montrer le caractère non seulement insuffisant mais trompeur : elle cache en réalité un indubitable naturalisme, voire un véritable masculinisme.

Première évidence trompeuse : le service militaire serait un simple lieu d'inculcation individuelle de la « masculinité ». Or cette croyance d'apparence banale repose en partie sur l'idée naturaliste d'une masculinité toujours déjà là, aux contours précis et universels, qu'il suffirait de faire rentrer dans les corps et dans les esprits. Le travail de Pınar Selek montre qu'il n'en est rien : le résultat du passage par le service militaire produit des formes de « masculinité » peu conformes avec l'idée dominante de la virilité. Gradés comme recrues, bien des hommes pleurent à chaudes larmes, certains s'évanouissent et défaillent, ont peur des armes, et tous apprennent principalement à se taire, obéir, faire leur lit au carré et briquer inlassablement l'intérieur des chars et le canon de leur fusil.

Ensuite, le service militaire est souvent perçu comme une sorte de rite d'initiation, ce qui donne parfois lieu à des analyses plus ou moins subtilement masculinistes qui insistent sur les violences infligées aux plus jeunes et sur les souffrances que leur impose cette initiation. En témoignent certaines interprétations du travail de Godelier sur les initiations masculines, qui soulignent la violence et l'homophobie souvent caractéristiques de ces rituels organisés dans un entre-

soi strictement masculin. Or, même si l'on déplore évidemment l'homophobie (et la lesbophobie...), se focaliser sur les tourments vécus par les hommes placés en position d'infériorité (indépendamment de leurs pratiques sexuelles réelles) ramène l'attention sur... les hommes, dans un vieux réflexe androcentrique qui a tôt fait d'effacer les femmes et, surtout, la dialectique des rapports sociaux de sexe, ici capitale. En effet, souligner à l'envi les souffrances (intenses mais somme toute passagères) de certains hommes tend à faire oublier les privilèges que tous acquièrent vis-à-vis des personnes radicalement exclues du service militaire, en l'occurrence les femmes (privilèges qui s'étendent sur des dizaines d'années avant et après le service militaire).

Toute la question est d'ailleurs là, car le principe même d'exclusion est indispensable pour créer un « nous », certes finement hiérarchisé mais où la progression est prévue et permet d'échapper tant à la violence qu'au « sale travail », et où même ceux qui progressent le moins sont assurés d'être toujours plus haut placés que les personnes que le système a exclues du service militaire. Les femmes, donc – même si ce choix est historiquement contingent<sup>1</sup>. Le point principal est que par rapport à l'Autre exclu, la hiérarchie interne du groupe n'a qu'une importance relative, ou encore que c'est précisément l'exclusion d'un Autre, quel qu'il soit, qui rend supportable la hiérarchie interne. C'est pourquoi se focaliser sur la distinction entre différentes formes de masculinités dissimule l'essentiel : dans le cas turc, par rapport à la « féminité », les masculinités « non hégémoniques » incluses dans le service militaire sont tout ce qu'il y a de plus hégémonique.

---

1. Non seulement on pourrait faire un choix différent, mais, surtout, on pourrait remettre en cause l'existence même d'un groupe des femmes.

Plus même, elles participent à un « nous » cohérent et très conscient des mécanismes qui produisent ses privilèges, en particulier la nécessité d'exclure des Autres.

Ainsi, ce deuxième chapitre propose de se détacher d'un regard doublement naturaliste, à la fois sur la violence et sur les sexes, en soulignant que le service militaire est bien plus qu'un simple mécanisme de socialisation secondaire des hommes qui renforcerait une « virilité violente » toujours déjà là : c'est un dispositif qui consolide la division sociale entre deux groupes radicalement hiérarchisés – ici de sexe, mais il pourrait en être autrement. En utilisant comme instrument la violence, l'État produit des « hommes » (peu importe qu'ils soient ou non « virils » individuellement, ils sont collectivement constitués en classe privilégiée), sur des bases arbitraires qui redoublent, tout en le modifiant, le regard naturaliste qui crée la supposée différence des sexes. La violence organisée par l'État (et le désir d'en être exempté), rend la hiérarchie désirable à ceux qui en tirent bénéfice, même à l'avant-dernier échelon.

### *LA MAIN-D'ŒUVRE PRÉFÉRÉE DU NÉOLIBÉRALISME*

Un peu avant de rencontrer Pinar Selek, je travaillais à l'occasion d'un colloque sur la mondialisation sur les paradoxes des politiques de l'État mexicain par rapport aux femmes – et plus précisément sur les contradictions béantes entre, d'une part, son discours bienveillant et l'adoption de lois remarquables contre les violences faites aux femmes<sup>1</sup>, et, d'autre part, les pratiques brutales de l'armée et de la police (notam-

---

1. Notamment la loi intégrale contre la violence de 2005.

ment une série de viols) contre les femmes des secteurs populaires, les Indiennes, tout particulièrement zapatistes, et d'une manière générale les femmes en lutte (Falquet, 2010). Je participai ensuite à la toute première séance du Tribunal populaire permanent, réuni en janvier 2012 au Chiapas (Falquet, 2012b). Un ensemble de femmes indiennes et métisses y dénoncèrent aussi bien des viols commis par des soldats ou des hommes «de bonne famille», des persécutions policières, la non-assistance face à la violence domestique, que différents cas d'interdiction de choisir leur conjoint de la part des autorités communautaires, plusieurs assassinats et quantité de dénis de justice divers. Cette même année à Paris, dans le cadre d'une très stimulante «AG féministe et lesbienne contre l'impunité des violences masculines contre les femmes» née à l'occasion de «l'affaire DSK», j'écrivis un texte re-contextualisant l'agresseur dans son rôle professionnel, comme économiste et directeur du FMI, et l'agressée comme travailleuse pauvre, migrante et racisée (Falquet, 2012a). Ici aussi je soulignai tout ce que l'exercice de la violence doit aux dynamiques néolibérales, ainsi que l'imbrication des dimensions de sexe, de race et de classe. Surtout, je proposais de voir que toutes ces violences sont reliées entre elles par le phénomène central de *l'impunité*.

Ces réflexions sont au départ du troisième chapitre, «Les féminicides de Ciudad Juárez et la recomposition de la violence», qui revient sur les centaines d'assassinats de femmes, assortis de viols et d'autres tortures, commis à partir des années 1990 à la frontière nord du Mexique, région emblématique et véritable laboratoire de la mondialisation. Le regard dominant a surtout vu dans ces assassinats le résultat barbare, et pour ainsi dire inévitable, d'une situation anémique produite par la «modernisation» effrénée de

cette zone frontalière sur fond de développement des cartels de la drogue et de délitement de l'État. La majorité des analyses féministes a mis en évidence la dimension profondément misogyne de ces assassinats et de la permissivité/impunité qui les entoure aujourd'hui encore. Cependant, je pose ici que cette lecture est incomplète et insatisfaisante, car elle occulte l'intelligibilité et la « rationalité » de ces crimes si atroces qu'ils semblent incompréhensibles.

Quand on s'éloigne un peu de l'explication par la seule misogynie, on observe d'abord que les cibles des féminicides ne sont pas n'importe quelles femmes. Les cadavres sont ceux de cette main-d'œuvre souvent migrante, jeune et brune, qui tente de gagner sa vie dans les interstices que le développement néolibéral de la frontière lui laisse : l'usine d'assemblage, le bar, les échoppes du centre-ville, la rue. Clairement au point de rencontre de dynamiques racistes et classistes en même temps que sexistes, cette violence frappe donc un segment précis de la main-d'œuvre : des travailleuses individuellement appauvries, mais qui toutes ensemble rapportent gros aux transnationales et notamment à l'industrie du sexe.

Qui assassine les femmes ? Mystère. Les rares enquêtes piétinent. On sait en revanche que se sont développées à Ciudad Juárez toutes sortes d'organisations armées – groupes de jeunes délinquants de différents quartiers, bande d'anciens prisonniers, cartels de narcotrafiquants – souterrainement liées à la police et à l'armée, et en définitive aux deux grands partis politiques qui ont occupé tour à tour l'appareil d'État. Fournissant aux groupes délinquants de nombreuses recrues, ce sont l'armée et la police qui y ont introduit un entraînement à la torture (incluant la perpétration en groupe de viols et d'autres actes extrêmes) tout droit issu de la « guerre sale » des années soixante. La guerre de basse

intensité réapparaît ici comme une clé d'analyse particulièrement utile. Car ne s'agit-il pas, par la torture et la violence rendues terriblement publiques, de désigner, terroriser et désorganiser non pas des opposant-es politiques mais tout un segment de la main-d'œuvre particulièrement important pour la bonne marche du système? Selon cette grille d'analyse, les féminicides de Juárez peuvent être lus comme un (nouvel) ensemble de techniques visant à intensifier l'exploitation.

Elle révèle également qu'on a ici affaire à un *mélange inédit de violence «privée» et «publique»*. «Privée» dans le sens où 1) elle semble être exercée par des groupes non étatiques ou en tout cas non directement rémunérés par l'État pour ces actions, 2) mus notamment par des intérêts économiques immédiats (les tueurs touchent une «paye») ou médiats (terroriser la main-d'œuvre pour la rendre docile et maintenir les salaires le plus bas possible), et 3) elle s'appuie possiblement sur des motivations individuelles, telle la jouissance des bourreaux «amateurs» dans l'exercice de tortures sexuelles. «Publique» car 1) elle repose sur la monstration d'une partie des corps à des fins de contrôle de l'espace public, 2) elle bénéficie plus ou moins directement d'enseignements issus de méthodes institutionnalisées, étatiques, de torture, et 3) elle est couverte de fait par les pouvoirs publics qui au lieu de la justice et de la prévention garantissent l'impunité à ceux qui l'exercent<sup>1</sup>. Cette *fusion croissante entre acteurs étatiques et non étatiques*, qui s'est mise en place à la frontière Mexique/États-Unis après l'entrée en vigueur

---

1. Comme le montre *a contrario* la sentence historique dite «du champ de coton», prononcée par la Cour interaméricaine des Droits humains en 2009, qui tient l'État mexicain responsable de l'inaction de ses services de justice et de police.

du traité de libre-échange, représente en quelque sorte les premiers tâtonnements d'une réorganisation plus globale de la violence.

De fait, les féminicides de Juárez ont contribué à préparer la société mexicaine à une situation plus terrible encore, qui s'est abattue sur l'ensemble du pays en 2007, avec le lancement officiel de la « guerre contre le narcotrafic ». Commence alors une véritable guerre intérieure affranchie de toutes les règles de la guerre classique, où l'armée exécute des tâches de police, où des polices nouvellement formées viennent en renfort de l'armée, où prolifèrent les groupes armés de tous ordres (narcos, paramilitaires, groupes d'autodéfense, polices communautaires). La violence généralisée qui en résulte apparaît comme le développement à plus grande échelle du nouveau modèle de coercition néolibéral.

### *VIOLENCE ET (DÉ)COLONIALITÉ*

En prise avec une actualité plus récente encore, le quatrième et dernier chapitre, « Luites (dé)coloniales autour du "territoire-corps" au Guatemala. De la guerre à l'extractivisme néolibéral », retrace les luttes pour visibiliser les violences sexuelles commises pendant la guerre, en particulier au début des années 1980. Menées dans l'après-guerre, au moment où se développent de nouvelles formes de violences – dont des féminicides – liées à l'extractivisme minier transnational, ces luttes ont conduit une partie des féministes du Guatemala, métisses, blanches et indiennes, à analyser les continuités remarquables entre tous ces crimes.

Elles ont d'abord dégagé deux lignes de continuité allant des années 1980 à la période actuelle. La première rattache

les féminicides, qui se multiplient de façon exponentielle après la guerre, à la violence génocidaire commise durant le conflit. La continuité entre féminicides et génocide s'explique en particulier par différents mécanismes d'apprentissage et de diffusion de pratiques de violence extrême par les anciens militaires et policiers, associés à une logique de désensibilisation sociale et à l'impunité quasi-totale garantie par les pouvoirs publics. La seconde fait le lien entre les massacres et les viols de guerre, d'une part, et, de l'autre, les exactions liées à l'extractivisme. Continuité des lieux – pour la plupart, des zones rurales et indiennes où se trouvent les principales richesses énergétiques, minières et hydriques. Continuité des protagonistes – avec d'un côté, en bonne entente, l'armée, la police et des groupes paramilitaires au service des entreprises transnationales, et, en face, des populations rurales, souvent indiennes, au sein desquelles les femmes sont les cibles « privilégiées » d'agressions sexuelles tout autant que létales. Continuité dans l'objectif, enfin, puisque aujourd'hui comme hier il s'agit de déloger ou de faire taire par la terreur les personnes qui, vivant dans ces régions et les ayant en quelque sorte préservées, peuvent légitimement prétendre décider de l'utilisation de leurs ressources.

En se mobilisant contre l'extractivisme, des Indiennes ont développé un nouveau courant d'analyse et d'action, le « féminisme communautaire », qui affirme haut et fort la nécessité impérieuse de lier la défense du Territoire-Terre à la défense du Territoire-Corps, et tout particulièrement du corps des femmes indiennes, en butte à toutes les violences depuis plus de cinq siècles. Aujourd'hui en première ligne des attaques des transnationales et du gouvernement, les Indiennes sont souvent en tête des luttes. Après avoir beaucoup travaillé à la « sanation » des anciennes blessures de la

guerre, qui prolongeaient elles-mêmes une longue histoire d'attaques sexistes et racistes ininterrompue depuis l'invasion coloniale, elles ont aussi produit l'une des analyses les plus complètes de la situation. En effet, le féminisme communautaire dévoile l'existence d'un véritable *continuum des violences coloniales et recolonisatrices*, mêlant étroitement des logiques de race et de sexe autour de la *double cible du corps des femmes indiennes et des ressources du territoire*. Comme dans la philosophie des populations Aymara des Andes (Cusicanqui, 2016), elles ont tourné leurs regards vers le passé de la guerre pour déchiffrer le temps qui est le leur – un présent qui, ramenant à son tour au passé plus ancien de la colonisation, éclaire finalement le visage à venir de la recolonisation.

Leurs réflexions convergent avec d'autres analyses décoloniales du continent, féministes et lesbiennes, portées par des Afro-descendantes, des Métisses, des Blanches ou des Indiennes. Toutes soulignent que différentes formes de guerre, de répression et de militarisme se développent en même temps que les violences envers les femmes – autour de l'extractivisme néolibéral (minier, énergétique ou agro-industriel) et du processus complexe de recolonisation des territoires et des populations. L'intensification de l'exploitation des ressources (*corps*<sup>1</sup> – surtout féminins, indiens, appauvris – et *matières premières*) réclame le déploiement d'une violence considérable et multiforme.

\*

---

1. Il s'agit ici, au sens de Guillaumin, du corps « machine-à-force-de-travail » dont le contrôle est essentiel pour l'alliance matrimoniale et la procréation (FALQUET, 2016b).

Ces quatre chapitres proposent chacun des analyses contextualisées de différentes expressions de la violence, à partir de fragments de réalités historico-géographiques hétérogènes. Ce qui les lie, c'est la progression de la mondialisation néolibérale et l'essaimage de ses logiques, que nous suivons ici à travers la transformation et l'interpénétration croissante de différentes dynamiques de violence et de guerre. La réorganisation de la coercition qui se déroule sous nos yeux nous parle du futur inquiétant qui point sous le vernis de ce que je propose d'appeler *Pax neoliberalia* – cet état paradoxal et instable dans lequel nous nous trouvons aujourd'hui. Nous allons voir que la violence contre les femmes se trouve en son centre.